

Vevey

Référendum en vue pour un projet de neuf bâtiments

Pour Alternatives et les Verts, les citoyens doivent se prononcer sur le projet immobilier de la Cour aux marchandises

Karim Di Matteo

Alternatives et les Verts ont scellé leur alliance jeudi soir dans le dossier du projet immobilier de la Cour aux marchandises. Ils descendront dans la rue pour récolter les signatures nécessaires à un référendum. En cas de succès, les Veveysans auront à se prononcer sur ces neuf bâtiments (800 habitants) prévus sur une friche des CFF entre l'avenue Général-Guisan, l'avenue Reller et le funiculaire. Il s'agit de l'une des dernières grandes surfaces constructibles sur sol communal.

Pour lancer la machine, les référendaires doivent attendre la validation par le Conseil d'Etat (pour autant qu'il le valide) du Plan partiel d'affectation voté par le Conseil communal le 5 novembre. Ce soir-là, deux heures de débat n'avaient pas suffi aux réfractaires pour convaincre la droite et le Parti



«Je trouve l'absence de démarche participative dans ce projet incompréhensible! Les Veveysans ont le droit d'être consultés»

Sabrina Dalla Palma Zahar
Présidente du groupe des Verts

socialiste. Le PPA avait été accepté à une large majorité (50-31). Les arguments de la Municipalité - disparition d'une friche, 300 à 400 appartements supplémentaires, dont 20% en loyers d'utilité publique - avaient été entendus.

Sabrina Dalla Palma Zahar, présidente du groupe des Verts, n'en juge pas moins «incompréhensible» l'absence de démarche participative. L'élue pointe en outre du doigt «le surplus de trafic», les coûts induits pour la collectivité et «l'absence de zones de détente qualitatives». Alain Gonthier, chef de file d'Alternatives, ajoute «une densification excessive» aux conséquences néfastes. «Et je ne peux comprendre qu'on n'envisage même pas l'idée d'un écoquartier. Tout cela me semble relever d'un manque d'ambition et de réflexion à long terme.»

Vevey Libre en retrait

Vevey Libre, très critique au Conseil communal, a pour sa part fait un pas en arrière: «Le groupe ne s'investira pas pour la récolte de signatures, mais il laisse la liberté de choix à ses membres, explique Stéphane Molliat, président du groupe. Nos membres sont très partagés. Tout le monde a conscience que des inconnues existent, mais Vevey a besoin de

nouveaux logements.» Le parti n'en restera pas moins aux aguets: «Le Canton doit toujours rendre réponse sur les oppositions et les mises à l'enquête du projet seront autant d'occasions de faire valoir notre position.»

Deux voisines fâchées

Parmi les opposants, des particuliers pétitionnaires côtoient les communes de Corsier et de Corseaux. Jusqu'ici, l'appel lancé par les deux voisines pour signifier leur crainte de voir la route montant de Châtel-Saint-Denis engorgée par le surplus de circulation supplémentaire, n'a pas été entendu. «Je ne comprends pas la position de Vevey, lâche Franz Brun, syndic de Corsier. Ce PPA est la dernière opportunité de créer un véritable accès libre et efficient aux transports publics régionaux dans le secteur situé derrière la gare.» Le municipal corselin Jean-Pierre Allegra ajoute: «Nous n'avons jamais été consultés. Le problème des places de parc a aussi été relevé. Sans qu'une réponse soit apportée.»

Les deux communes attendent la décision du Conseil d'Etat. Toutes deux se disent prêtes à recourir si leurs oppositions venaient à être levées sans proposition satisfaisante.